

L'APEC est là pour favoriser les résultats



CANADA'S YEAR
OF ASIA PACIFIC
1997 L'ANNÉE
CANADIENNE DE
L'ASIE-PACIFIQUE

Le Sommet de l'APEC

Bien qu'il maintienne la philosophie de bénévolat et de coopération à la base de sa création, le forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) cherche à libéraliser les échanges et les investissements dans la région d'ici l'an 2010 pour les pays membres développés et d'ici l'an 2020 pour ceux en développement.

Les travaux de l'APEC dans le domaine du commerce et de l'investissement libéralisent les marchés et facilitent la circulation des biens, des services, de l'investissement et des personnes aux frontières, aidant ainsi tous les membres à partager les avantages que procure le commerce mondial.

En misant sur les mesures nationales de libéralisation et de déréglementation et en appuyant d'autres moyens d'action, l'APEC contribue à libéraliser

les échanges commerciaux, tout en veillant à accroître le commerce et l'investissement dans la région.

Voici quelques-uns des principaux résultats obtenus en 1997 par l'APEC en ce qui concerne les mesures prises pour faciliter les affaires dans cette région, laquelle — avec plus de deux milliards d'habitants (ou les deux cinquièmes de la population mondiale) — représente 55 % du revenu mondial et 46 % du commerce mondial.

Faciliter les échanges et en réduire les coûts

- Les formalités douanières seront considérablement simplifiées d'ici le tournant du siècle grâce à l'harmonisation des règles, des systèmes et du commerce électronique. Les commerçants et les consommateurs économiseront ainsi du temps et de l'argent, car la circulation des biens nécessitera quelques minutes, plutôt que des semaines — un avantage pour les petites entreprises.
- L'APEC a mis au point une base de données de tarifs d'usage à laquelle peuvent rapidement accéder les fabricants et les commerçants pour obtenir, à un coût minimal, des renseignements utiles sur le commerce (disponible sur Internet à <http://www.apectariff.org>).
- Un accord type de reconnaissance mutuelle (MRA) a été élaboré pour les produits automobiles, lequel est assorti d'un mécanisme permettant aux exportateurs de véhicules automobiles et aux organismes de réglementation des pays membres de l'APEC d'éviter les coûts additionnels de mise à l'essai et d'inspection.
- Un MRA type sur l'évaluation de la conformité des aliments et des produits alimentaires a été élaboré, et les normes (de sécurité) relatives à l'équipement électrique et électronique seront assujetties à un MRA de l'APEC, ce qui évitera toute démarche supplémentaire pour lancer un produit sur le marché.

Le premier sommet des chefs d'entreprises (Suite de la page 4)

Les défis et possibilités

Certaines tables rondes ont été très courues et animées, comme celles portant sur les télécommunications et les technologies de l'information et sur les marchés financiers et le financement. Ce dernier sujet a également été abordé lors de la séance relative aux défis et aux possibilités que présentent les besoins en infrastructure des pays riverains du Pacifique.

Pendant cette séance, il a été question de la croissance rapide de l'économie et de la population dans les économies de l'APEC, qui, conjuguée à l'urbanisation rapide qu'on y observe, exerce de fortes pressions sur l'infrastructure de la région, déjà inadéquante.

On estime que pour améliorer l'infrastructure il faudra dépenser dans la seule Asie orientale 1,5 billion \$ US d'ici l'année 2004. Puisque le secteur public ne peut manifestement pas répondre à cette demande croissante,

le débat a porté sur la manière de mobiliser, pour créer des possibilités, le capital, la technologie et les compétences en gestion que le secteur privé possède en quantité énorme et qui seront nécessaires pour répondre aux besoins de l'APEC en matière d'infrastructure.

Si l'on se fie à quelques-unes des observations que des participants ont communiquées au CCCE, le sommet des chefs d'entreprises — décrit par un participant asiatique comme un moment marquant de l'histoire de l'APEC — a bien valu l'effort et pourrait servir de modèle pour les réunions à venir des dirigeants de l'APEC.

Pour plus de renseignements au sujet du sommet des chefs d'entreprises, communiquer avec David Stewart-Patterson, conseiller principal, Politiques et Communications, CCCE, tél. : (613) 238-3727, fax : (613) 236-8679, courriel : beni@flexnet.com

Voir page 6 — L'APEC